



CENTRE PENITENTIAIRE DE LA TALAUDIERE

CCTC - Cahier des Clauses Techniques Communes

Lot N°00 CCTC

24 juin 2026



Sommaire

1 GENERALITES - PRESENTATION DU PROJET	3
1 1 Objet	3
1 2 Désignation de l'ouvrage	3
1 3 Désignation des intervenants	3
1 4 Liste des lots	4
1 5 Composition du dossier d'appel d'offres mis à la disposition des l'entreprise	4
1 6 Description sommaire du projet - visite des lieux	4
1 7 Contraintes du centre pénitentiaire	5
1 8 Horaires de travail, stationnement, livraison et stockage des matériaux sur site	5
1 9 Coordination de sécurité	6
1 10 Présentation du CCTP	6
1 11 Organisation de la gestion du chantier	8
1 12 Incidences COVID-19	9
2 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE	11
2 1 Plans d'exécution	11
2 2 Après travaux : Dossier D.O.E	11
2 3 Préchauffage	12
2 4 Compte Prorata	13
2 5 Prescriptions acoustiques	13
2 6 Protection et nettoyage des ouvrages	13
3 LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS	14
3 1 Piquetage - Implantation des ouvrages	14
3 2 Limites de prestations entre les différents lots	14
3 3 Prestations liées aux installations de chantier	16

GENERALITES - PRESENTATION DU PROJET

Objet

Le présent chapitre généralités est applicable à tous les corps d'état. Il résume les caractéristiques de l'opération et définit l'essentiel des clauses techniques communes à tous les lots en complément de celles des C.C.T.P. qui prévalent en cas de contradiction.

Les entreprises devront prendre connaissance de la totalité du dossier et des contraintes liées au projet, et en particulier les exigences de phasage et les conditions particulières d'intervention liées à des travaux réalisés en site occupé, et ne pourront arguer d'une méconnaissance des prestations des autres lots ou d'un oubli du descriptif ou de plans pour réclamer une plus-value.

Désignation de l'ouvrage

Situation géographique :

- Département de Loire.
- Commune de La Talaudière.

Ouvrage :

- Établissement pénitentiaire.

Désignation des intervenants

Détails des partenaires de l'opération :

Maitre d'ouvrage : DIRECTION INTERREGIONNALE DES SERVICES PENITENTIAIRES RHONE-ALPES AUVERGNE

19 rue Crepet - CS 70607
69366 Lyon Cedex 07

AMO : CABINET CLEMENT

2, rue Malesherbes
69006 Lyon

ARCHITECTE MANDATAIRE : LIPSTICK Architecture

59 montée de la boucle
69300 Caluire

STRUCTURE : COGECI

10 avenue des Canuts - CS80034
69517 Vaux-En-Velin Cedex

VRD : AGS

14 avenue Simone Veil
69150 Décines

FLUIDES : OTEIS

53 rue Jean Zay - CS60089
69802 Saint-Priest Cedex

AMIANTE : ACCEO
28 chemin du Petit Bois
69130 Ecully

ECONOMISTE : CYPRIUM
119 avenue Maréchal de Saxe
69003 Lyon

ACOUSTICIEN : IGETEC
2 boulevard des Alisiers - Les Roches d'Or
13009 Marseille

OPC : R AGENCE
65 rue Hénon
69004 Lyon

CVC : R AGENCE
65 rue Hénon
69004 Lyon

BUREAU DE CONTROLE : APAVE

CSPS : QUALICONSLT

Liste des lots

Le projet se décompose en lots séparés, selon la liste suivante :

Lot n°05 - Peinture - Résine

Composition du dossier d'appel d'offres mis à la disposition des l'entreprise

Voir CCAG

Description sommaire du projet - visite des lieux

Description sommaire du projet :

Le présent appel d'offre est un accord cadre dans le but de réaliser des travaux de réhabilitation du centre pénitentiaire de La Talaudière.

Visite des lieux :

Les Entreprises retenues à concourir pourront visiter les lieux avant de remettre leur offre de prix. Et ce, afin d'apprécier toutes les sujétions et difficultés engendrées par la réalisation de l'opération en site occupé.

L'entreprise ne pourra pas arguer par la suite de sa méconnaissance du site.

Sismicité :

L'ensemble des ouvrages du projet sera conforme aux dispositions et règles parasismiques et notamment :

- Arrêté du 22/10/2010.
- Décrets no 2010-1254 du 22 octobre 2010 et no 2010-1255 du 22 octobre 2010.
- Norme NF EN 1998-1 : Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 1 : Règles générales et son annexe nationale (Norme NF EN 1998-1/NA)
- Tous autres documents textes et normes en vigueur.

1 7 Contraintes du centre pénitentiaire

Du fait de l'activité de l'établissement, de la catégorie de personnes pouvant être accueillies ainsi que des contraintes architecturales et structurelles inhérentes aux travaux sur site existant, les difficultés de l'opération sont nombreuses.

Tous les travaux ou interventions nécessaires seront planifiés et organisés par phases en accord avec le responsable technique et la Direction de l'établissement sur site. Ces opérations ne devront en aucun cas remettre en cause le fonctionnement global de l'établissement ou diminuer le niveau de sécurité actuel.

Ces dispositions permettent la réalisation des prestations définis ci-dessus en minimisant les durées d'interventions dans les zones accessibles aux détenus et dans les postes protégés (PCI, PEP, PIC, etc.).

Le titulaire de chaque marché sera réputé connaître toutes les conditions propres aux établissements pénitentiaires à la signature de l'acte d'engagement, notamment sur les points concernant les dispositions générales (articles D265, D268, D277 du code de procédure pénale), les contacts avec les personnes détenues (articles D220, D274, D430 et D278 du code de procédure pénale), les conditions d'accès à l'établissement et les modalités de fonctionnement du chantier.

Les zones de travaux seront précisément identifiées. Elles seront repérées, délimitées et protégées (poussière, accès public, etc.) en totale coordination et en accord avec la Maitrise d'Ouvrage et l'établissement.

Chaque entreprise doit impérativement prendre en compte les difficultés d'interventions particulières liées au projet et à des travaux complexes réalisés par phase en site occupé avec un établissement restant en activité.

1 8 Horaires de travail, stationnement, livraison et stockage des matériaux sur site

Il n'est pas prévu de zone de stationnement pour les véhicules de chantier.

Chaque entrepreneur du présent DCE est attiré sur la complexité de l'opération quant à l'approvisionnement des matières premières, leur déchargement et l'amenée aux différentes zones de travaux qui devront être en fonction de l'activité de l'établissement (parloirs, promenades, livraisons diverses, etc.).

Il en va également de même quant à l'évacuation des déchets de chantier et du repli des matériels jusqu'à l'extérieur de l'établissement.

Les contraintes de l'établissement ne permettant pas de mettre à disposition une grande zone pour le stockage des matériaux, l'approvisionnement devra se faire au fur et à mesure des phases et de l'avancement des travaux.

Chaque entreprise aura à sa charge la rédaction de procédures d'approvisionnement et de livraison qui devront être approuvés par le chef d'établissement, le Département Sureté Détention (DSD), le Département des Affaires Immobilières (DAI) et le Maître d'œuvre avant intervention. Dans leurs offres, les entreprises devront prévoir le surcoût lié aux différentes incidences pénitentiaires.

Chaque entreprise devra prendre en compte pour son chiffrage :

- La nécessité de mettre à disposition le personnel nécessaire pour respecter le délai de réalisation de chaque phase.
- Les études d'exécution, la réalisation et la livraison par phase.
- La présence permanente d'un responsable sur site pour l'encadrement lors des travaux des présents lots.
- Les entreprises ne pourront en aucun cas faire valoir un droit à travaux supplémentaires au motif de surcoûts engendrés par les contraintes de phasage.

1 9

Coordination de sécurité

Voir aussi C.C.A.P. et P.G.C.

L'Entreprise est informée que le présent chantier est soumis à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993, à son décret d'application 94-1159 du 26 décembre 1994 concernant la mission de COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.

L'Entreprise devra donc satisfaire toutes les exigences découlant de cette Loi.

1 10

Présentation du CCTP

Objet du C.C.T.P. :

Les plans et C.C.T.P. forment un tout et se complètent mutuellement pour exprimer le programme du Maître d'Ouvrage dans la hiérarchie des besoins des utilisateurs, des conditions d'implantation et des moyens attribués. Les plans constituent la représentation graphique des formes et volumes.

Le présent document formule les fonctions, les exigences et les options de la conception architecturale pour atteindre l'objectif qui est l'évaluation du coût et le contrôle des travaux dont il prépare l'organisation de l'exécution et du financement.

Structure du C.C.T.P. :

Le C.C.T.P. est établi en autant de fascicules séparés qu'il y a de corps d'état, mais il constitue un document unique dont chaque Entrepreneur doit avoir pris connaissance. Après remise de la proposition, il n'est plus admis de réclamation fondée sur l'ignorance de la nature et de l'étendue des travaux propres à chaque corps d'état, de leurs répercussions entre eux et de leurs liaisons indispensables.

Chaque entreprise peut prendre connaissance des CCTP et documents concernant les autres lots en en faisant la demande.

Les obligations et prescriptions techniques particulières du C.C.T.P. n'apportent aucune dérogation à l'application des prescriptions qui résultent du Cahier des Charges Administratives Particulières et des documents généraux qu'il vise.

Référence des marques - Agrément des matériaux et produits - Échantillons :

Marques :

- a) - La description de certains matériaux ou produits dans le C.C.T.P. est accompagnée de

références à des marques nommément désignées dans le seul but de définir les niveaux de qualité, de performance et d'esthétique exigés.

b) - La description de certains matériaux ou produits dans le C.C.T.P. est faite à partir de la définition des exigences techniques, réglementaires, ou esthétiques minimum exigées. Dans ce cas, le C.C.T.P. ne définit aucune marque de produit.

Tout ouvrage préfabriqué sera préalablement soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

L'entreprise n'a pas la faculté de proposer des produits de qualités équivalente sans demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Oeuvre.

Tout ouvrage de caractéristiques différentes de celles prévues dans les marchés, ou dont les plans et échantillons n'auront pas obtenu l'agrément du Maître d'Oeuvre avant exécution, pourra être refusé lors de la réception.

Échantillons :

Les entreprises sont tenues de fournir tous les échantillons d'appareillages qui leur seront demandés par le Maître d'Oeuvre.

Ils seront rassemblés dans un local approprié, fermant à clé, situé à côté du bureau de réunions, et ce, jusqu'à la réalisation complète des ouvrages considérés. Ils serviront de référence en cas de litige ou contestation.

L'Entrepreneur a l'entière responsabilité de la fourniture du matériel tant vis-à-vis des caractéristiques techniques que de sa bonne adaptation aux ouvrages et aux délais de livraison.

L'entreprise devra fournir des dates butoirs de choix des échantillons par le Maître d'ouvrage.

Normes - D.T.U. :

Le présent C.C.T.P. est énonciatif et non limitatif, c'est-à-dire que tous les travaux devront comporter toutes les perfections nécessaires qui pourraient être omises dans une description ou sur un plan, et être exécutés suivant toutes les règles de l'Art.

Les caractéristiques de dimensions, de forme, de qualité et de mise en oeuvre des matériaux employés seront, ainsi que les conditions de réception des ouvrages, conformes en ce qui les concerne :

- Aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
- Aux Cahiers du C.S.T.B. (lorsque le D.T.U. correspondant n'aura pas été publié)
- Au R.E.E.F. (Recueil des Éléments Utiles à l'Etablissement et à l'Exécution des projets et marchés de Bâtiments en France)
- Aux Normes Françaises (N.F.)
- Aux lois, décrets et arrêtés en vigueur applicables à ce type de travaux.

En cas de contradiction entre ces documents, l'ordre de priorité est donné par l'énumération ci-dessus.

Les travaux seront à réaliser en conformité avec les prescriptions :

- du Code de la Construction et de l'Habitation (articles R 123.2 à R 123.55)
- de l'Arrêté du 25 Juin 1980 modifié concernant les dispositions générales du Règlement de Sécurité pris en application du Code ci-dessus.
- de l'Arrêté du 4 Novembre 1975 modifié relatif à l'utilisation des produits et matériaux de synthèse.
- Législation sur la santé et la sécurité sur les chantiers et en particulier : la Loi 93-1418 du 31 déc 94 et son décret d'application 94-1159 du 26 déc 94.

La description des ouvrages a été classée par lots et numérotée par articles, dans le but de faciliter l'étude du projet. Le D.P.G.F. sera établi avec les références d'articles indiquées au présent C.C.T.P. Cette mesure permettra ainsi la mise au point de modifications à apporter au projet, avant ou en cours d'exécution si besoin est.

Ces références devront être indiquées sur les situations de travaux, afin d'en faciliter leur

établissement et leur vérification.

Dans le cas où les documents décrits au présent C.C.T.P. ne figureraient pas aux documents énumérés ci-dessus ou en différeraient par leur conception, l'entrepreneur devra toujours se conformer à l'esprit de ces documents, quant à la qualité et à la mise en œuvre des matériaux.

Caractère global forfaitaire des marchés subséquent :

L'Entrepreneur est reconnu avoir pris connaissance :

- de l'ensemble du dossier d'appel d'offres.
- des lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au marché, ainsi que leurs moyens d'accès.

Il ne pourra pas en effet, invoquer après signature du marché, la méconnaissance de l'environnement du chantier ou des accès aux locaux pour réclamer des suppléments au montant de sa soumission.

Il lui appartient de signaler lors de son étude du dossier et au plus tard avec la remise de son offre, les anomalies qu'il aurait pu constater dans le dossier, et ne pourra en aucun cas se prévaloir de telles constatations après signature de son marché, pour justifier une demande de plus value.

Il reste entendu que seront compris dans les prix unitaires, non seulement tous les travaux indiqués aux dossiers fournis par le Maître d'Oeuvre que ceux fournis par l'Entrepreneur, et décrits ou non dans les C.C.T.P. et notices, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'Art et à la réalisation des divers locaux et dispositions indiquées dans les plans et C.C.T.P. Les prestations exigées par le Contrôleur Technique et le Coordonnateur Sécurité sont dues par l'Entreprise dans le cadre de son forfait.

L'Entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles dans sa spécialité aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces du dossier.

Pour les marchés subséquent, la DPGF remise par la Maîtrise d'Oeuvre est fournie à titre indicatif, il appartient à l'entreprise de s'engager sur les quantités.

L'entreprise a la possibilité de modifier les quantités qui lui semblent incorrectes.

En aucun cas, après signature du marché, l'Entrepreneur ne peut invoquer une omission du cadre de décomposition du prix global forfaitaire ou une erreur dans les quantités qui y figurent pour demander une modification de ce prix global forfaitaire.

Variantes :

Variantes facultatives :

Les variantes facultatives (proposées par l'entreprise) ne seront pas acceptées.

Organisation de la gestion du chantier

Étape avant réalisation :

- Planning général des travaux par tâches fonctionnelles.
- Calendrier de réalisation des entreprises.
- Calendrier de remise des plans EXE de la Maîtrise d'œuvre.
- Calendrier de remise des plans de chantier et de réservations des entreprises.
- Synthèse et validation de la Maîtrise d'œuvre.
- Validation du Bureau de Contrôle.

Gestion des fiches de travaux modificatives (FTM) :

- Selon CCAG et CCAP

Étape de réception :

- Selon CCAG et CCAP

1 12

Incidences COVID-19

Afin d'éviter la propagation de la covid 19 lors de la réalisation du chantier, toutes dispositions permettant de réduire au maximum les risques devra être pris en compte et notamment les informations indiquées dans les paragraphes suivants.

Conditions d'interventions :

1 - Le Maître d'ouvrage demande l'application stricte des gestes barrières :

- A ses agents ou aux prestataires intellectuels missionnés par lui (ATMO, CT, CSPS, ARPA ...).
- Aux agents de l'Établissement en lien avec la surveillance du chantier.
- Au référent technique de l'Établissement en cas d'interface avec le chantier.
- A l'Entreprise et à ses sous-traitants.

2 - Les gestes barrières identifiés sont les suivants :

- Distance d'un mètre à privilégier.
- Lavage des mains approfondi et fréquent à l'eau et au savon liquide et donc mise à disposition de points d'eau à chaque niveaux, installation de ceux-ci par l'Entreprise titulaire du lot 02, frais et consommations, consommables à charge du compte prorata. Compris déplacement à chaque phase du chantier.
- Rappeler aux personnels la nécessité d'éviter de se toucher le visage, avec ou sans gants, et sans nettoyage préalable des mains.

3 - En matière d'EPI :

- Masques et lunettes non obligatoires si la distance minimale d'un mètre entre les personnes peut être respectée.
- Dans les cas contraires, port de lunettes et d'un masque de type à usage non-sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90% - « masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/DGE/DGT du 29 mars 2020), ou de protection supérieure. Dans le cas particulier d'un travail de plusieurs opérateurs dans un environnement confiné sans ventilation, le port du masque de type FFP1 devra être privilégié.
- Port des gants recommandé pour certaines tâches.

L'entreprise se reportera également PGCSPS.

Les EPI seront fournis par les entreprises qui forment leurs ouvriers à leur utilisation.

4 - Accès à l'Établissement :

- Présentation à la PEP :

Pour limiter les échanges entre les ouvriers et agents pénitentiaires :

- Avant toute intervention, transmission d'une liste des intervenants à l'établissement (Nom, prénom, entreprise, case à cocher « entré », case à cocher « sortie »)

- A l'entrée :

L'intervenant se présente.

Le surveillant réalise un contrôle visuel de la carte d'identité et met à jour le document de suivi.

- A la sortie :

L'intervenant se présente.

Le surveillant réalise un contrôle visuel de la carte d'identité et met à jour le document de suivi.

Si des échanges de documents étaient toutefois nécessaires, les acteurs porteront des gants jetables.

- Concernant les interventions à l'intérieur de la détention

Modalités de passage au portique et au BAGAGIX :

Le nombre de personnes autorisées, concomitamment dans la zone de contrôle en plus du surveillant est limité à 3.

Les ouvriers devront limiter les couches de vêtements et accessoires pour limiter le temps et les interactions.

Des masques sont mis à disposition par l'Établissement à ses agents.

Au besoin, une désinfection du BAGAGIX peut être réalisée par l'Entreprise à l'entrée et à la sortie.

- Fouille des véhicules :

La fouille des véhicules est réalisée par l'agent pénitentiaire équipé de masques et gants fournis par l'administration pénitentiaire.

- Horaires : les horaires d'accès selon directive de l'établissement.

Les heures d'accès précitées sont impératives. En dehors de ces horaires les entreprises ne seront pas acceptées sauf cas exceptionnel sur autorisation d'un cadre de l'Établissement.

NB : Pour faciliter l'entrée sur le site, il est envisageable que les chaussures de sécurité soient stockées sur le chantier dans un container affecté.

5 - Désinfection :

La désinfection des postes de travail, installations de chantier et des véhicules est à la charge des entreprises, sur la base des préconisations du PGCSPS.

6 Référent COVID-19 :

Le Maître d'ouvrage demande à l'Entreprise de désigner un référent COVID-19 dédié pour le chantier. Celui-ci s'assure que ses co-traitants et sous-traitant désignent également un référent.

Une liste nominative avec coordonnées téléphonique, courriel et description du poste est transmise au maître de l'ouvrage et intégrée au document HST tenu par l'entreprise avec le registre journal.

Le Maître d'ouvrage et le maître d'œuvre désigneront en interne un référent COVID.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

Plans d'exécution

Les plans et études d'exécution des lots techniques (plomberie-CVC-Electricité) sont à la charge de la maîtrise d'oeuvre.

Les plans et études d'exécution des autres lots sont à la charge des entreprises.

Les plans d'atelier de montage et de réservations sont également à établir par les Entreprises.

Les entreprises concernées devront procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, conformément aux dispositions figurant dans les différents CCTP.

Après travaux : Dossier D.O.E

Remise du DOE :

La remise des dossiers DOE se fait en 3 phases distinctes :

1 - L'entreprise remet un exemplaire complet de son dossier DOE à la Maîtrise d'œuvre, pour contrôle et avis, ceci avant réception des ouvrages.

Ce dossier DOE doit comporter, pour les pièces graphiques, les plans et schémas existants impactés par l'opération avec mise à jour de fichiers informatiques (format DWG et DXF, RVT) ainsi que tous les nouveaux plans et schémas créés pour l'opération avec fichiers informatiques correspondants.

2 - À réception de l'exemplaire complet du dossier DOE, la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage procède à l'analyse (Architecturale et technique) et les observations ou corrections à apporter sont envoyées à l'entreprise pour mise au point du DOE définitif.

3 - L'entreprise corrige son DOE, produit et remet un dossier complet au plus tard 15 jours après la réception,

3 exemplaires papiers + 3 exemplaires informatiques à la maîtrise d'ouvrage et 2 exemplaires papier + 2 exemplaires informatiques à la maîtrise d'oeuvre.

Contenu du DOE :

D'une manière générale, chaque entrepreneur doit fournir à la maîtrise d'œuvre :

Ensemble des documents nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage.

- Plans et schémas conformes à l'exécution.
- Plans de récolement.
- Notices de fonctionnement.
- Prescriptions de maintenance d'éléments d'équipement mis en œuvre. L'entreprise précisera l'inventaire des fournitures qui sont remplaçables avec leurs références et les coordonnées d'un fournisseur et une indication de prix.
- Les détails d'exécution.
- Les notes de calculs.
- Les notices d'utilisation et d'entretien des différentes installations.
- Les notices techniques détaillant d'une façon très précise la liste des matériaux et appareils mis en œuvre (marque et référence).
- Les procès-verbaux des matériaux notamment de résistance au feu, les avis techniques.
- Rapport des essais des installations y compris les fiches d'autocontrôle établies par les entreprises.
- Les procès-verbaux de conformité éventuellement établis par les concessionnaires ou à la demande de ceux-ci, le schéma des armoires électriques.
- Les certificats de garantie auxquels s'engagent les entreprises et les fournisseurs pour certains ouvrages particuliers ainsi que les contrats d'assurance éventuellement souscrits pour couvrir les garanties.

Mise en forme des dossiers DOE :**Cartouche général du dossier DOE :**

Le cartouche général du dossier précisera :

- Intitulé et le numéro du lot
- Nom de l'entreprise
- Phase DOE

Harmonisation des dossiers :

Les pièces écrites seront disposées dans des classeurs format A4 de couleur jaune à deux anneaux et étiquetées sur la tranche.

Les pièces graphiques seront remises sous chemise à sangle format A4 de couleur jaune avec cartouche.

Les étiquettes et cartouches comporteront les informations suivantes :

- Dossier DOE
- La mention "Pièces écrites" ou "Pièces graphiques"
- Date : Mois xxxx
- Numéro et intitulé du lot / Nom de l'entreprise
- Numéro du classeur ou chemise et le nombre total de classeur ou chemise.

Liste des pièces :

A chaque dossier sera jointe une liste des pièces écrites et graphiques composant le dossier DOE.

Indice des plans :

Les cartouches de tous les plans DOE mentionneront :

- Phase DOE
- Indice - (sans indice)

Indication des niveaux :

- Les indications de niveau mentionneront la double nomenclature altimétrique et numérique.

Préchauffage

Les frais de préchauffage (si nécessaire) seront à la charge des entreprises, selon une convention établie par le Maître d'Ouvrage. Ces frais de préchauffage comprennent :

a) Les fermetures provisoires du bâtiment, à la charge des entreprises suivantes :

- dans ouvertures en façades : entreprise du lot Serrurerie - Menuiseries extérieures.

b) Les installations des matériels de préchauffage seront à la charge de l'entreprise du lot Electricité. Ces installations seront sous la responsabilité et aux frais de celle-ci. Ces matériels seront soit provisoires, soit assurés par l'installation de chauffage définitif. Elles comprendront tous les raccordements en énergie nécessaires avec comptages en décompte.

c) Les frais de location de matériels provisoires, les frais de fonctionnement et les frais de consommation seront répartis entre les lots suivants :

Ensemble des lots à l'exception des lots : Désamiantage.

2 4

Compte Prorata

Voir C.C.A.P et article ci-après.

2 5

Prescriptions acoustiques

L'entreprise doit respecter les exigences et prescriptions définies dans la Notice Acoustique établie par le BET IGETEC et jointe au présent dossier.

2 6

Protection et nettoyage des ouvrages**Protection et nettoyage des ouvrages :**

L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions et mettre en place toutes les protections nécessaires pour éviter que les ouvrages réalisés par un autre corps d'état ne soient détériorés à la suite de ses interventions.

L'Entrepreneur est responsable jusqu'à la réception de la protection de ses propres ouvrages. A cet effet, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Au cas où il en serait constatées, il devrait remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, les ouvrages détériorés. Il est chargé du gardiennage de ses installations ainsi que des matériels entreposés sur le chantier.

Nettoyage en cours de travaux :

Voir aussi C.C.A.P.

Après chaque intervention, l'entreprise ayant terminé une tâche, devra assurer avec le plus grand soin, un nettoyage fin dans les locaux où elle est intervenue y compris enlèvement aux décharges publiques.

L'aire occupée au sol par des matériaux ou matériels est régulièrement remise en état de propreté et d'ordre pendant la durée des travaux, par l'entreprise mettant en oeuvre ces matériaux ou matériels.

L'entrepreneur sera responsable de ses déchets.

Il assurera pendant toute la durée du chantier le nettoyage, le tri, le transport et l'évacuation de ses déchets.

L'entrepreneur assurera pendant toute la durée du chantier, et jusqu'à la réception des travaux, la protection de tous ses ouvrages, y compris le nettoyage en fin de chantier précédant la réception des travaux

Les voies publiques accédant au chantier sont maintenues propres pendant la durée des travaux.

Nettoyage final avant réception :

Le nettoyage final de tous les locaux est à la charge de l'Entrepreneur du lot : **Peinture.**

Echafaudages :

Chaque entrepreneur doit, dans le cadre de son prix global forfaitaire, tous les échafaudages nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris double transport, montage, location, dépose.

3 **LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS**

3 1 **Piquetage - Implantation des ouvrages**

Les frais d'implantation et clôtures provisoires de chantier sont à la charge de l'entreprise du lot Gros œuvre.

Tous les traits de niveau seront reportés dans les cages d'escaliers et les circulations à l'intérieur de chaque bâtiment. Des repères durables seront établis en nombre suffisant.

Le trait de niveau sera tiré et défini après l'achèvement de chaque phase de travaux. Les traits erronés seront soigneusement effacés, afin d'éviter les confusions.

La remise en état, après dégradation de repères ou traits de niveau sera, soit à la charge de l'entreprise ayant commis la dégradation, soit au compte prorata si l'auteur de celle-ci n'est pas connu.

3 2 **Limites de prestations entre les différents lots**

Chaque C.C.T.P. précise les prestations dues par l'Entrepreneur. Dans le cas contraire, le présent article précise les principes de limites des prestations entre les différents lots.

En aucun cas, ces règles ne soustraient l'Entrepreneur de ses obligations de complet achèvement de ses ouvrages dans les délais prescrits.

En particulier :

- Les percements, saignées seront exécutés très soigneusement sans risque d'ébranler les ouvrages. Leurs dimensions seront celles strictement nécessaires. Les saignées ne devront pas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur des cloisons minces ou pénétrer dans la paroi opposée des matériaux creux,
- Les scellements seront réalisés au mortier de ciment CP325 minimum et sable fin. Les cales en bois dans les scellements et le ciment prompt sont interdites.

Dans le cas où les scellements et rebouchages seraient mal exécutés, le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de les faire reprendre par l'entreprise de Gros oeuvre, aux frais de l'entreprise défaillante sans mise en demeure préalable.

Réservations - Bouchements - Scellements :

Réservations - Trémies - Percements - Feuillures :

- Dans les ouvrages B.A. neufs si demande fournie en temps utile : Exécution à charge et frais du lot GO.
- Fourniture dans les délais au lot GO des plans détaillés de demande de réservations : Plans de réservations à charge de chaque Entreprise; plans à réaliser sur fond de plan MOE. Visa et synthèse à charge de la MOE.
- Dans les ouvrages existants : Exécution à charge et frais du corps d'état concerné.

Rebouchage des réservations et des trémies :

- Dans les ouvrages neufs et existants : Exécution à charge et frais du lot ayant réalisé la réservation.
- Réservations non utilisées et à obturer : Exécution aux frais de l'Entrepreneur ayant demandé la réservation par erreur.

NOTA : Les rebouchages et calfeutrements doivent reconstituer les performances coupe-feu

thermiques acoustiques de l'ouvrage concerné. Les finitions sont toujours exécutées par le lot ayant réalisé l'ouvrage dans lequel sont réalisées les réservations.

Scellements par emploi d'inserts dans le béton ou dans chape :

- Fourniture de ces inserts : douilles, rails, platines, canalisations encastrées (électricité, plomberie, chauffage) : Fourniture à charge et frais du corps d'état demandeur. Mise en œuvre et contrôle de leurs positions avant coulage : à charge du pré-fabricant pour ouvrages préfabriqués hors du chantier, à charge du lot concerné pour les ouvrages réalisés sur place.
- Fourniture et amenée à pied d'œuvre des huisseries métalliques des portes à intégrer dans les banches : A charge et frais du lot Menuiseries Intérieures Bois, pose à charge et frais du lot Gros-Œuvre.
- Fourniture et pose des huisseries de portes à intégrer dans les maçonneries (sur tracé su GO) : A charge et frais du lot Menuiseries Intérieures Bois, scellement : à charge et frais du lot Gros-Œuvre.
- Responsabilité de la bonne tenue au coulage : A charge de l'Entrepreneur réalisant l'ouvrage béton ou chape.

Autres scellements dans béton et maçonneries :

- Autres scellements dans petites maçonneries ou cloisons brique, plâtre : A charge et frais du lot concerné.

Visserie (tous lots) :

- Utilisation de vis étoiles inviolable type torx.

Gros Œuvre :

- Le percement et la réservation des alimentations générales (ERDF, FT, réseau câblé).
- L'installation de chantier (jusqu'aux armoires secondaires) branchement ERDF et France Telecom y compris démarche auprès des concessionnaires.
- Une terre reliée au ferrailage de la dalle doit être positionné vers la fosse BT, la terre générale de l'immeuble doit être également ramenée au niveau du poste.
- Le curage des cellules (démolition cloisons, portes, miroir, faïences, mobilier, appareillages et réseaux électrique, appareillages et réseaux de plomberie-CVC).

Plomberie - CVC :

- Etude d'exécution.
- Demandes de réservations dans les ouvrages neufs.
- Réalisation des percements et de rebouchages .
- La fourniture des emplacements exacts pour les sorties des réseaux sous dallage et celles en toiture.
- La fourniture des entrées d'air.
- La fourniture et la pose des structures de support des caissons de ventilation, y compris les systèmes antivibratoires.
- La découpe des gaines, des soffites, coffre inox et des faux-plafond pour la mise en place des bouches d'extraction.
- La fourniture et la pose des bouches d'extraction. • Tous les supports de canalisations, de gaines et de matériel propres au présent lot.
- Les structures porteuses et les renforts de cloisons nécessaires aux équipements du présent lot.
- Joint silicone sur le pourtour des appareils sanitaires.
- Raccordement des appareils sur les attentes laissées par le lot Electricité.
- La fourniture et la mise en place des fourreaux nécessaires à l'intérieur des bâtiments.
- Découpe des fourreaux et calfeutrements après mise en œuvre des revêtements et habillages divers.
- La fourniture et la pose de tous les chapeaux pare-pluie pour les VP et la ventilation.
- La charge financière des demandes de réservations effectuées après la date limite.

- L'ensemble des prestations de repérage et d'identification sur les équipements, matériels et réseaux.

Électricité :

- Etude d'exécution.
- Demandes de réservations dans les ouvrages neufs.
- Réalisation des percements et de rebouchages .
- La fourniture des plans guides pour la mise en œuvre des réservations dans ouvrage béton et la surveillance de l'exécution conforme.
- La réalisation des saignées pour incorporations.
- La dépose des caissons menuiser des coursives.
- La fixation de son matériel sur les ouvrages y compris toutes sujétions telles que percements de cloisons, saignées et scellements nécessaires au passage et à la fixation de son propre appareillage.
- Le rebouchage étanche des réservations, percements et saignées avec reconstitution des caractéristiques du support (isolation phonique, coupe-feu, isolation thermique...) et mesures l'attestant.
- Les frais de réalisation des réservations données hors délais.
- La réalisation de l'installation de chantier suivant PGC.
- La réalisation de la prise de terre fond de fouille, ainsi que celle du poste DP.
- Le passage des fourreaux en dalle avant coulage de celle-ci, ainsi que l'incorporation de l'ensemble des boîtiers et gaines.
- Le raccordement de l'ensemble.
- La fourniture et la pose des conduits électriques, y compris tous les accessoires d'encastrement.
- La protection de ses équipements contre toutes projections, ciment, colle, etc.
- La peinture anticorrosion des ferrures, supports et matériels de fabrication spéciale.
- La fourniture et la mise en œuvre de boîtes d'encastrement avec suivant le cas, reconstitution du degré coupe-feu, de l'isolation thermique ou phonique.
- La fourniture des plans guides d'implantation de son matériel et vérification conforme.
- La fourniture et la pose des appareils incorporés dans les faux-plafonds.
- L'ensemble des sujétions pour la fixation indépendante pour son matériel.
- La fourniture des gabarits pour encastrement des équipements.
- Le rebouchage de finition des percements et saignées.

3 3

Prestations liées aux installations de chantier

Pour les travaux en détention, le Maître d'Ouvrage indiquera aux entreprises les emplacements et les conditions d'utilisation et de délai des zones sur lesquelles elle pourra disposer ses installations de chantier.

Installation de chantier propre au lot désamiantage :

- A charge du lot désamiantage.

Installation de chantier :

- Établissement du plan d'installation de chantier, plan de circulations : A charge et frais du lot GO.
- Alimentation EAU du chantier et des équipements d'hygiène, compris branchement et comptage en décompte (depuis le réseau existant) : A charge et frais du lot GO.
- Alimentation ELECTRIQUE du chantier et des équipements d'hygiène, compris branchement et comptage en décompte : A charge et frais du lot GO.
- Clôture périphérique du chantier (type BARDAGE métallique pleins sur poteaux métallique hauteur 2.00) : compris déplacement à l'avancement des tranches et du phasage : A charge et frais du lot GO.
- Portail(s) d'accès au chantier : A charge et frais du lot GO.
- Panneau de chantier de 5.00 x 4.00 mini : à charge du lot GO, frais au Prorata, comprenant :

- Affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421.7 du code de l'Urbanisme.
- Panneau de chantier conforme à l'article R324.1 du code du travail (selon croquis architecte).
- Affichage du règlement de sécurité.
- Affichage des numéros d'appel d'URGENCE :
- Installation des équipements sanitaires d'hygiène pour les besoins du chantier et pour l'ensemble des corps d'état (selon détail du PGC), compris alimentation EAU chaude, Chauffage, ELEC, évacuation EU sur réseau existant : A charge du lot GO, frais au Prorata.
- Installation des vestiaires et réfectoires pour l'ensemble des entreprises compris le chauffage (Effectif selon PGC) : A charge du lot GO, frais au Prorata.
- Entretien des locaux sanitaires et vestiaires du chantier : Frais au Prorata.
- Réalisation des aires de cantonnement et de stockage des matériaux pour tous les corps d'état, compris entretien, et déplacement selon phasage et Tranches de travaux : A charge et frais du lot GO.
- Réalisation et entretien des voies d'accès au chantier et aux cantonnements : A charge et frais du lot GO.
- Réseau provisoire d'éclairage des circulations intérieures et extérieures (selon nécessité en heures d'hiver) : A charge du lot Electricité, Consommation au Prorata.
- Installation d'une salle de réunion pour la Maîtrise d'œuvre (20 personnes, avec climatisation, chauffage, tables, chaises, placards à clef, tableaux d'affichage, téléphone, internet, photocopieur) : A charge du lot GO, frais au Prorata.
- Installation téléphone pour les appels de secours : A charge du lot GO, frais au Prorata.
- Préchauffage : Voir article ci avant.
- Signalisation intérieures et de sortie du chantier : A charge du lot GO, frais au Prorata.
- Affichage de la déclaration préalable : A charge et frais du lot GO.
- Affichage de la liste du personnel et mise à jour : A charge et frais du lot GO.
- Badge nominatif pour chaque salarié : A charge et frais de chaque entreprise.

Chantier :

- Alimentation générale électrique + armoire générale + armoires en pied de bâtiments : A charge et frais du lot GO.
- Alimentation électrique depuis l'armoire principale + armoires secondaires (1 coffret minimum par niveau) : A charge et frais du lot Electricité.
- Déplacement des armoires secondaires à chaque niveaux pour chaque phase du chantier : A charge et frais du lot Electricité.
- Location et mise à disposition de bennes (tri sélectif) pour évacuation des gravois pour tous les corps d'état . Sortie, chargement, Transport et déchargement aux décharges publiques (sauf gravois provenant du lot DESAMIANTEMENT) : A charge et frais de chaque entreprise.
- Nettoyage en cours de chantier :
 - si fait par chaque entreprise : A charge et frais de chaque entreprise.
 - si fait par entreprise extérieure au chantier (sur ordre du MOE) quand l'état du chantier l'exige : A charge et frais de chaque entreprise de l'Entreprise(s) responsable(s) si identifiable(s) OU au prorata des Entreprises présentes sur le site.
- Nettoyage de mise en service : Voir Article précédent.
- Frais de consommation électrique, eau, téléphone; ainsi que tous les frais de fonctionnement des installations de chantier : Frais du Prorata.
- Frais d'entretien des équipements électriques, eau, téléphone, et toutes installations de chantier : A charge et frais des entreprises les ayant installés.

Sécurité - Protections collectives individuelles - Levage - (liste non exhaustive : voir P.G.C joint au D.C.E.) :

- Protections collectives des trémières, vides, sur planchers et dallages, (pendant toute la durée des travaux, y compris déplacement et remise en place) par platelage : A charge et frais du GO (voir PGC).
- Protections individuelles : A charge et frais de Chaque entreprise.
- Déclaration du personnel travaillant sur le site et seul autorisé à pénétrer sur le chantier (badge

nominatif avec photo) : A charge et frais de chaque entreprise.

- Mise en place de "tunnel" et platelage de protection afin d'éviter la chute de matériau sur les personnes (si besoin) : A charge et frais du lot GO.
- En site occupé : . Délimitations par clôture des zones chantier par rapport aux zones maintenues accessibles aux utilisateurs, compris portails. Balisage et signalétique de sécurité des cheminements modifiés par les impératifs de chantiers : A charge et frais du lot GO (article spécifique).